

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES



**COMMUNE DE GRASSE
PLAN LOCAL D'URBANISME**

Révision Générale du PLU

**Périmètre de protection du captage de la Foux
Pièces n°3C**

PRESCRIPTION DE LA REVISION EN DATE DU 4 JUILLET 2013

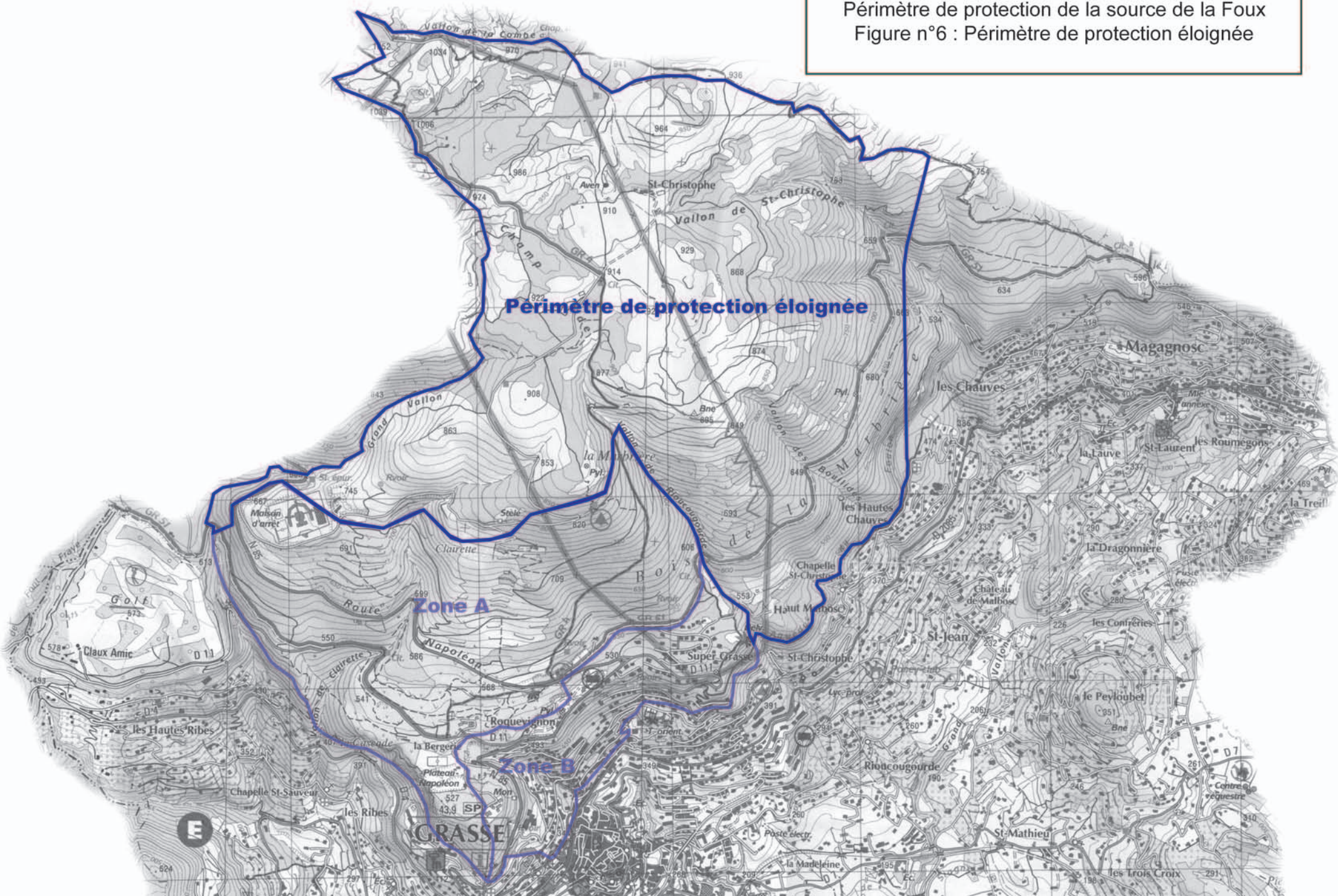
ARRET DU PLU EN DATE DU 7 NOVEMBRE 2017

APPROBATION DU PLU EN DATE DU 06 NOVEMBRE 2018

*Version d'Approbation – Délibération du Conseil Municipal de la Ville
de Grasse du 06 Novembre 2018*

MODIFICATIONS	MISES A JOUR	REVISION GENERALE
		Révision n°1 approuvée le 28/06/2007
		Révision n°2 approuvée le

Commune de Grasse
Périmètre de protection de la source de la Foux
Figure n°6 : Périmètre de protection éloignée



PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORÊT

(1^{er} JUILLET 2005)

Commune de Grasse

Déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de la source de LA FOUX

Actualisation de l'autorisation de prélèvement

MAÎTRE D'OUVRAGE : Commune de Grasse

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre national
du Mérite

Vu le code de l'expropriation et notamment ses articles R 11.3 à R 11.28 ;

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L. 215-13, relatif à la dérivation des eaux par une collectivité publique dans un but d'intérêt général,

Vu les articles L 1321-2 et 1321-31 et R 1321-6 à 1321-14 du Code de la Santé Publique;

VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28, et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001, concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales ;

Vu la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine ;

Considérant l'utilisation séculaire de la source de La Foux qui a constitué l'unique ressource en eau de la ville de Grasse ;

VU les délibérations en date du 28 juin 1993, du 29 juin 2000 et du 24 mars 2003 par laquelle le conseil municipal approuve l'engagement de la procédure de protection du captage de la source de La Foux sur le territoire de la commune de Grasse et sollicite l'ouverture de l'enquête publique correspondante ;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique, M. Champagne, en date du 18 janvier 2000 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 prescrivant l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé du 15 juin au 6 juillet 2004 ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur et son avis favorable à la réalisation du projet en date du 5 août 2004 ;

Vu l'examen du dossier et l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène des Alpes-Maritimes en date du 13 mai 2005 ;

Sur la proposition du Secrétaire général de la Préfecture des Alpes-Maritimes :

ARRETE

ARTICLE 1 : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Est déclaré d'utilité publique l'établissement des périmètres de protection de la source de La Foux située sur la commune de Grasse au bénéfice de la commune de Grasse.

ARTICLE 2 : DELIMITATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

Il est établi autour de l'ouvrage de captage de l'eau de la source de La Foux sur la commune de Grasse un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée en application des dispositions de l'article L 1321-2 du code de la santé publique et selon les plans joints au présent arrêté.

Les périmètres de protection immédiate et rapprochée sont localisés sur la commune de Grasse, le périmètre de protection éloignée s'étend en outre sur les communes de Saint Vallier de Thieu et Bar sur Loup.

A - Périmètre de protection immédiate

Le périmètre est constitué de l'ouvrage souterrain du captage limité par les parois rocheuses et les murs en béton situé dans la parcelle 257 de la section BD du cadastre de la commune de Grasse.

Le périmètre de protection immédiate est maintenu fermé par une porte close par un dispositif à serrure. Il est entretenu régulièrement.

Toutes activités et faits autres que ceux qui sont rendus nécessaires par le service, l'entretien, la protection et l'amélioration de l'alimentation hydraulique du fonctionnement du captage, sont interdits.

B - Périmètre de protection rapprochée

Il est constitué de deux parties de territoire de la commune de Grasse contiguës dénommées Zone A et Zone B, pour lesquelles les servitudes attachées diffèrent en raison de l'occupation des terrains et de leurs sensibilités respectives par rapport à d'éventuelles pollutions.

- En zone A, la plus éloignée du captage de La Foux, 98 parcelles sont concernées :

Section HT, parcelles 16, 24 à 26

Section AC, parcelles 1 à 4, 16 à 19, 21 partie (p), 23, 24 p, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 33, 34

Section BD, parcelles 1, 2, 213

Section BC, parcelles 2, 34 p, 37 à 40, 41 p

Section HV parcelles 2, 6, 7, 9 à 34, 36 à 40

Section HS parcelles 4, 5, 6, 8 à 13, 17, 19, 264, 266, 303, 332 à 336, 349 à 360

- En zone B, la plus proche du captage de La Foux, 387 parcelles sont concernées :

Section AC, parcelles 12 à 15, 20, 21 p, 22, 24 p

Section AZ, parcelles 1, 2, 3, 6, 7, 9 à 13, 15 à 19, 22 à 41, 43 à 80, 117 p, 118, 121, 123, 139 à 144, 147, 151, 166, 167, 169, 173, 175, 176, 177, 184, 186 à 189, 192, 193, 197, 203, 204, 209, 210

Section AW, parcelles 1 à 33, 35 à 51, 53 à 57, 63 p, 65 p, 66 à 71, 79, 84, 88, 89, 94 p, 98 p, 101, 102

Section BM, parcelles 3, 141 p, 366, 367

Section BC, parcelles 3 à 19, 22 à 34, 36, 41 p, 43, 83 à 88

Section BD, parcelles 4, 5, 9, 11 à 20, 23, 24, 26, 27, 28, 30 à 35, 40 à 63, 65, 67 à 94, 96 à 100, 108, 109, 118 à 121, 131, 132, 133, 136, 137, 139 à 142, 143 p, 145 p, 146 p, 147, 148, 149, 175, 176, 180, 185, 186, 187, 189 à 194, 197 à 203, 206, 207, 208, 216, 219 à 228, 240, 241, 242, 249 à 257, 259 à 262, 264 à 269, 277, 278, 279.

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection définis ci-dessous, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans.

1. - Prescriptions générales :

Dans ce périmètre, les activités, installations et dépôts susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine sont interdits.

2. - Prescriptions particulières :

a) Pour la zone A et B :

Sont réglementées la visite et la vérification de l'état des réseaux et des stockages d'hydrocarbures, la commune en déterminera la fréquence. Celle-ci sera au minimum quinquennale.

Les activités suivantes sont réglementées ou interdites :

ACTIVITES AGRICOLES, EPANDAGE, ACTIVITES FORESTIERES

Toutes les activités agricoles ou d'élevage, l'épandage ou le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou au traitement des cultures sont interdits.

Les activités forestières à l'exception des opérations d'entretien de la végétation et de protection contre l'incendie sont interdites.

CARRIERES

L'installation de carrière de toute nature est interdite.

INSTALLATIONS CLASSEES, ACTIVITES INDUSTRIELLES, COMMERCIALES, ARTISANALES

- Les installations classées existantes régulièrement déclarées ou autorisées à la date de publication du présent arrêté pourront poursuivre leur activité. Toute nouvelle installation soumise à la réglementation des installations classées est interdite, à l'exception de celles qui sont indispensables au service de proximité des populations et qui ne sont pas susceptibles de générer des effluents liquides de manière non maîtrisée, y compris en situation accidentelle.
- L'installation d'activités polluantes, utilisant ou stockant des produits de toute nature susceptibles de dégrader la qualité de l'eau est interdite.

REJETS

Les rejets et les épandages d'eaux usées de toute nature, de matière de vidange, boues de station d'épuration, compost et lisiers sont interdits.

DECHETS

Les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritus, ou de tout autre produit sont interdits.

b) Pour la zone A

Sont réglementées, les activités suivantes :

ACTIVITES EXISTANTES SENSIBLES

Les activités existantes polluantes, ou utilisant, ou stockant des produits de toute nature susceptibles de dégrader la qualité de l'eau seront inventoriées.

A défaut de confinement de l'installation par rapport aux eaux de pluie, l'exutoire des réseaux de collectes des eaux pluviales concernés par ces activités sera aménagé et dirigé à l'aval du périmètre de protection rapproché, nonobstant la mise en place de toute mesure de nature à réduire le risque de pollution.

BATI EXISTANT

Les eaux usées du bâti existant seront collectées par un réseau spécifique et acheminées à l'aval du périmètre de protection rapprochée pour traitement et rejet dans le milieu naturel.

CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS NOUVELLES

Les constructions nouvelles et les surfaces les desservant devront être raccordées aux réseaux d'eaux usées et pluviales séparativement. Les rejets s'effectueront toujours à l'aval du périmètre de protection rapprochée.

c) Pour la zone B

TERRASSEMENT, EXCAVATIONS, INJECTIONS

Sont interdits tout terrassement ou excavation important, les fondations profondes, sous-sols, parois moulées, pieux, micropieux, de même que les injections de ciment ou de tout autre produit.

FORAGES, PUITIS

La réalisation de puits, forages, galeries drainantes est interdite.

BATI EXISTANT

Une vérification systématique des réseaux et installations existants sera réalisée dans un délai de deux ans concernant les réseaux d'eaux usées, eaux pluviales et les stockages d'hydrocarbures individuels. Les éléments de réseaux défectueux seront réparés ou changés.

STOCKAGE DOMESTIQUE D'HYDROCARBURE

Les installations nouvelles de stockage d'hydrocarbure devront être munies d'un double cuvelage si elles sont enterrées ou dans l'autre cas, placées sur un radier visitable. Les canalisations seront toujours visibles.

COLLECTE DES EAUX,

La collecte des eaux par des réseaux séparatifs pour les eaux usées et pour les eaux pluviales est la règle. Les rejets s'effectueront toujours à l'aval du périmètre de protection rapprochée.

C - Périmètre de protection éloignée :

Le plan du périmètre figure en annexe de l'arrêté.

Ce périmètre est défini à titre d'information sur l'origine des eaux alimentant les captages.

Au plan géologique, il recouvre le bassin d'alimentation de la source

Dans ce périmètre, seule la réglementation générale sera applicable, en particulier les prescriptions du règlement sanitaire départemental et les principes énumérés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Tout aménagement ou activité devra être compatible avec la préservation de la qualité des eaux susceptible d'atteindre le captage.

ARTICLE 3 : ACTUALISATION DE L'AUTORISATION D'UTILISER L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE - FILIERE DE TRAITEMENT

Les eaux doivent subir au minimum un traitement de désinfection avant d'être distribuées.

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le contrôle de leur qualité et du fonctionnement des dispositifs de traitement sera assuré par l'autorité sanitaire du département des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 4 : RECOURS

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 5 : PUBLICITE

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du bénéficiaire notifié à chacun des propriétaires concernés par le périmètre de protection rapprochée.

Il sera affiché en mairie de Grasse et transmis à la conservation des hypothèques dont dépendent les terrains dans un délai de 2 mois.

Les périmètres de protection seront, en outre, inscrits au plan d'occupation des sols ou plan local d'urbanisme des communes concernées dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté, conformément à l'article L-126-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 6 : EXECUTION

Le secrétaire général de la Préfecture des Alpes-Maritimes, le Sous-Préfet de Grasse, le maire de la commune de Grasse, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, la Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté avec publication au recueil des actes administratifs des préfectures.

L 1 JUL 2015

Le Préfet des Alpes-Maritimes

Pour le Préfet,

Le Secrétaire général

DACI-B1248

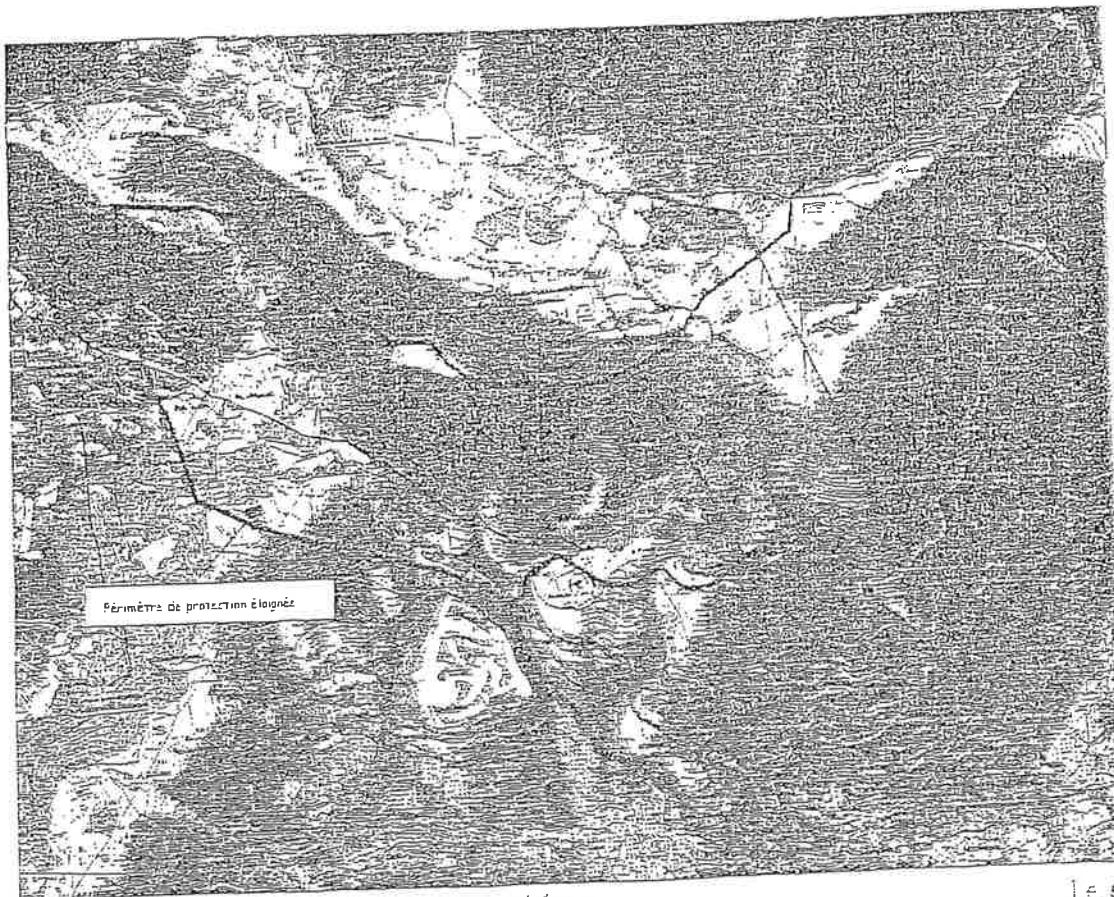
Philippe PIRACX

ANNEXE

Commune de Grasse

Déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de la source de LA FOUX

MAITRE D'OUVRAGE : Commune de Grasse



Plan des périmètres de protection rapprochée :

Pour le Préfet,
Le secrétaire général
DAC 41553

Philippe PIRAUX

